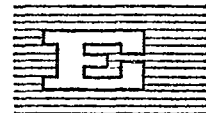


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/SR.1611
3 mars 1981

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1611ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 23 février 1981, à 10 heures

Président : M. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

- Question des mesures à prendre contre les idéologies et les pratiques fondées sur la terreur ou l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine de groupe (suite)
- Violation des droits de l'homme en Afrique australe : rapports du Groupe spécial d'experts (suite)
- Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (suite)
- Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite)
 - a) Etude menée, en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale
 - b) Mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

La séance est ouverte à 10 h 15.

QUESTION DES MESURES A PRENDRE CONTRE LES IDEOLOGIES ET LES PRATIQUES FONDÉES SUR LA TERREUR OU L'INCITATION A LA DISCRIMINATION RACIALE OU TOUTE AUTRE FORME DE HAÏNE DE GROUPE (point 25 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1548/Rev.1)

1. M. MAKSIMOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) présente le projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1 et fait savoir qu'à la suite de consultations entre les auteurs et d'autres délégations, des modifications ont été apportées au préambule et au dispositif du projet de résolution. Le préambule a été modifié de manière à se référer à l'Article 1er de la Charte des Nations Unies, à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et à l'exclusivisme ou l'intolérance fondés sur des considérations ethniques. On a développé le paragraphe 1 pour qu'y figure une référence au déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, aux idéologies et pratiques qui en sont la cause, et on a modifié le paragraphe 4 pour y faire figurer une référence aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.
2. L'adoption de ce projet de résolution par la Commission représenterait un pas important dans le renforcement des mesures prises par la communauté internationale pour combattre ces idéologies ou ces pratiques.
3. M. SCHIFTER (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le représentant de l'Union soviétique a parlé des millions de citoyens soviétiques qui sont morts dans la lutte contre le nazisme au cours de la deuxième guerre mondiale. A cette époque, les Etats-Unis ont tout d'abord fourni à l'Union soviétique une aide matérielle, et par la suite ont engagé des troupes dans l'effort de guerre. Si les Etats-Unis n'ont pas subi de pertes aussi grandes que celles de l'Union soviétique, ils n'en ont pas moins payé un prix élevé dans cette guerre.
4. Le représentant de la Pologne lui aussi a parlé des millions de citoyens polonais qui sont morts sous le règne des nazis et dans les camps de la mort des nazis. Beaucoup des survivants de ces camps sont maintenant citoyens des Etats-Unis et beaucoup de victimes étaient parents de citoyens des Etats-Unis.
5. Le projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1, dans son libellé actuel, n'apporterait à la cause des droits de l'homme aucune contribution concevable. En outre, il est truffé d'une terminologie et de slogans tendancieux et délibérément fallacieux. On n'y trouve aucune condamnation sans équivoque de toutes les formes de terrorisme, pour laquelle la délégation des Etats-Unis aurait pu voter. Ce projet de résolution n'est qu'un stratagème politique visant à mettre injustement certains pays sur la défensive et à détourner l'attention des véritables menaces contre les droits de l'homme qui proviennent des gouvernements totalitaires. La délégation des Etats-Unis n'est donc pas en mesure de voter pour ce projet.
6. Les Etats-Unis se sont toujours élevés contre le nazisme et le fascisme, n'ont jamais signé de pacte avec le régime hitlérien et n'ont pas besoin de prouver leur opposition en votant pour une résolution fallacieuse. Tous les aspects de la doctrine nazie ne sont pas morts avec Hitler. L'un de ses traits les plus répréhensibles, à savoir l'antisémitisme, est une forme de haine de groupe qui s'est propagée à d'autres idéologies. Or, dans le projet de résolution, on ne s'est pas préoccupé de cet aspect de la question. La Commission devrait en tenir compte.

7. M. BELL (Canada) déclare que la délégation canadienne votera pour le projet de résolution parce que toutes les idéologies et pratiques totalitaires sont incompatibles avec les principes de la Charte des Nations Unies et doivent donc être condamnées. Toutefois, la délégation canadienne a des réserves à formuler au sujet de l'utilisation des mots "en particulier" aux quatrième et sixième alinéas du préambule et au paragraphe 1. Il aurait mieux valu utiliser les mots "y compris", comme on l'a fait dans la résolution 35/200 de l'Assemblée générale. Pour la délégation canadienne, le texte du projet de résolution vise toutes les idéologies et pratiques totalitaires.
8. Le Vicomte COLVILLE of CULROSS (Royaume-Uni) demande que le sixième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du dispositif fassent ensemble l'objet d'un vote séparé.
9. M. JAHN (République fédérale d'Allemagne) fait savoir que la délégation de la République fédérale d'Allemagne s'abstiendra lors du vote sur ces deux paragraphes, parce qu'il y est question de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui entraîne une application rétroactive de lois nationales, pratique incompatible avec la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. Dans ces textes, il est question également de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dont les dispositions violent le principe régissant la définition d'un acte criminel tel qu'il est conçu dans la législation nationale de la République fédérale d'Allemagne.
10. M. IVRAKIS (Grèce) dit que la délégation grecque a des réserves à formuler au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution, qui semble ne tenir aucun compte de la procédure exigée aux paragraphes 3, 4 et 5 de la résolution 35/200 de l'Assemblée générale. Pour la Commission, il serait prématuré d'étudier la possibilité d'élaborer un projet de déclaration avant que cette procédure ait été menée à bonne fin. C'est pourquoi la délégation grecque demande que les mots du paragraphe 5 "y compris la possibilité d'élaborer un projet de déclaration" fassent l'objet d'un vote séparé.
11. Le PRESIDENT invite la Commission à procéder à un vote séparé sur le sixième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1, comme l'a demandé le représentant du Royaume-Uni.
12. Sur la demande du représentant du Canada, il est procédé au vote par appel nominal.
13. L'appel commence par la Mongolie, dont le nom est tiré au sort par le Président
- Votent pour : Algérie, Argentine, Bénin, Bulgarie, Burundi, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.
- Votent contre : Néant
- S'abstiennent : Allemagne (République fédérale d'), Australie, Brésil, Canada, Chypre, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, France, Grèce, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay.
14. Par 24 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le sixième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1 sont adoptés.

15. Le PRESIDENT invite la Commission à procéder à un vote séparé sur les mots "y compris la possibilité d'élaborer un projet de déclaration", au paragraphe 5 du projet de résolution, comme l'a demandé le représentant de la Grèce.

16. Sur la demande du représentant du Canada, il est procédé à un vote par appel nominal.

17. L'appel commence par la Mongolie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Algérie, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cuba, Ethiopie, Ghana, Inde, Iraq, Jordanie, Mongolie, Maroc, Nigéria, Ouganda, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Votent contre : Australie, Canada, Chypre, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Argentine, Fidji, Pérou, Philippines, Uruguay.

18. Par 23 voix contre 11, avec 5 abstentions, le paragraphe 5 du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1 est adopté.

19. Sur la demande du représentant de Cuba, il est procédé à un vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1.

20. L'appel commence par l'Argentine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Cuba, Chypre, Danemark, Ethiopie, Fidji, France, Ghana, Grèce, Inde, Iraq, Jordanie, Mongolie, Maroc, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République fédérale d'Allemagne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

21. Par 38 voix contre zéro, avec une abstention, l'ensemble du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1 est adopté.

22. Le Vicomte COLVILLE of CULROSS (Royaume-Uni), expliquant son vote, dit qu'il est certain que la majorité de la population du Royaume-Uni déplore le genre d'idéologies et de pratiques dont il est question dans le projet de résolution qui vient d'être adopté. Toutefois, en tant que société ouverte et libérale, le Royaume-Uni n'impose aucune idéologie à sa population et accepte et tolère l'expression de toutes sortes de points de vue, pourvu que l'on ne sorte pas de la légalité. Les pratiques et les idéologies dont il est question dans la résolution sont encore plus inacceptables lorsqu'on recourt à la violence pour les affirmer ou les promouvoir, ou lorsqu'elles sont utilisées comme base d'un système d'administration.

23. La délégation britannique déplore l'usage de la terreur qui est fait par certains gouvernements ou autres entités politiques, quelles que puissent être leurs convictions politiques. Le Gouvernement du Royaume-Uni, comme beaucoup d'autres, a pris fermement position contre ces actes de terrorisme et soutient activement toutes les mesures internationales visant à y mettre fin.

24. Les modifications apportées au projet de résolution sont bienvenues car le texte initial était déséquilibré et avait des relents de propagande. Bien que la version révisée contienne encore certaines dispositions, en particulier les quatrième et sixième alinéas du préambule et les paragraphes 1,4 et 5 du dispositif sur lesquelles la délégation du Royaume-Uni a des réserves, celle-ci a néanmoins pu voter en faveur du projet de résolution.

25. M. ZORIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) se félicite de l'adoption du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1. La délégation soviétique a voté en faveur de ce projet car elle est convaincue que les idéologies et pratiques qui y sont dénoncées représentent des menaces pour la paix et la sécurité internationales. On ne peut pas se retrancher derrière la liberté d'expression pour tolérer des pratiques qui constituent une violation des libertés fondamentales et des droits de l'homme et qui sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies. L'adoption du projet de résolution vient à point pour faire échec à la propagation de ces idéologies et pratiques.

26. Mme WELLS (Australie) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1, car elle considère que la version révisée représente une amélioration notable par rapport au texte initial, notamment en mentionnant les conséquences inévitables de toutes les idéologies totalitaires. Les références au nazisme, au fascisme et au néo-fascisme rappellent les événements déplorables de la deuxième guerre mondiale. Ces idéologies ne faisaient pas mystère de leurs mépris des droits de l'homme. Toutefois, il existe aujourd'hui des idéologies qui, sur le papier, sont des modèles de vertu mais qui en pratique, aboutissent à des violations répétées et systématiques des droits de l'homme et, dans leurs formes les plus extrêmes, à l'intolérance raciale, à la haine et à la terreur. Comme elle l'a indiqué par son vote, la délégation australienne a des réserves à formuler en ce qui concerne la référence à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Elle a voté contre le paragraphe 5 du dispositif, car elle estime que la Commission ne devrait pas se lancer dans l'élaboration d'un projet de déclaration, compte tenu notamment des engagements qu'elle a pris concernant la préparation d'instruments juridiques internationaux.

27. M. MUDANGA-CHIPOYA (Zambie) dit que sa délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution. Cependant, le texte est quelque peu déséquilibré, car il met exagérément l'accent sur le nazisme, alors qu'il existe aujourd'hui dans le monde des organisations telles que les Brigades rouges qui ont des philosophies analogues à celles des nazis. On peut aussi regretter qu'au septième alinéa du préambule il ne soit pas fait nommément mention de certaines des organisations en question, telles que le Broederbond en Afrique du Sud, le Ku-Klux-Klan aux Etats-Unis d'Amérique et le Front national au Royaume-Uni.

28. M. WALKATE (Pays-Bas) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1 car il dénonce nommément toutes les idéologies et pratiques totalitaires ou autres ayant pour fondement ou pour conséquence le déni des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'ONU est issue des efforts concertés et victorieux de la communauté internationale pour mettre fin au nazisme et au fascisme

en Europe occidentale. Toutefois, il y a encore beaucoup de peuples, un peu partout dans le monde, qui souffrent du déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils vivent sous des régimes se réclamant d'idéologies qui, en théorie, doivent assurer la pleine jouissance des droits de l'homme mais qui, en pratique, aboutissent à des violations répétées et systématiques de ces droits. La délégation néerlandaise estime que la résolution s'applique pleinement à ces régimes.

29. Elle s'est abstenue lors du vote sur le sixième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du dispositif, car elle ne considère pas la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid comme un instrument efficace. Elle a déjà expliqué pourquoi elle ne pouvait pas devenir partie à cette Convention. Elle a voté contre l'inclusion des mots "y compris la possibilité d'élaborer un projet de déclaration" car, à son avis, il serait prématuré que la Commission se prononce sur cette question à ce stade.

30. Elle FRANCO (Portugal) dit que son gouvernement condamne toutes les formes de totalitarisme, qui peuvent aboutir au déni systématique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, menacer la paix mondiale et constituer un obstacle aux relations amicales entre Etats. La délégation portugaise a voté en faveur du projet de résolution dans l'espoir qu'il contribuerait à lutter contre les menaces que le totalitarisme fait planer sur la paix. Elle voudrait toutefois exprimer ses réserves concernant la référence qui est faite, au sixième alinéa du préambule et au paragraphe 4 du dispositif, à certains instruments internationaux dont les dispositions sont contraires au système juridique portugais. Elle a voté contre le paragraphe 5 du dispositif car elle considère que cette disposition préjuge de questions actuellement à l'examen. Le Gouvernement portugais communiquera ses observations à ce sujet au Secrétaire général.

31. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution car elle considère que le texte couvre toutes les idéologies et pratiques apparentées au nazisme et au fascisme et fondées sur l'exclusivisme racial. Ce projet de résolution complète, à son avis, la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée considère que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. De plus, ce texte établit un lien avec le paragraphe 5 du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui condamne le sionisme, le racisme et le colonialisme comme autant d'obstacles à la jouissance des droits de l'homme.

32. La délégation syrienne est heureuse de constater que, sur sa suggestion, les coauteurs ont inclus dans le projet une référence à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. En ce qui concerne le quatrième alinéa du préambule, M. El-Fattal dit que les mots "paix mondiale" ont été ajoutés pour répondre à l'attitude des Etats-Unis, qui ne croient pas que la colonisation des terres arabes mette en jeu la paix mondiale. Pour conclure, il précise que sa délégation ne manquera pas de fournir les informations nécessaires pour aider à la mise en application du dispositif de ce projet de résolution.

33. M. MARTINEZ (Argentine) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution car le texte condamne toutes les pratiques fondées sur des préjugés raciaux ou ethniques susceptibles de compromettre la paix mondiale et de constituer un obstacle aux relations amicales entre les Etats et à la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle estime que la Commission devrait examiner cette question de manière plus approfondie lors de sa prochaine session. Elle s'est toutefois abstenue lors du vote sur le paragraphe 5 du dispositif; car l'élaboration d'un projet de déclaration

par la Commission risquerait de préjuger des travaux actuellement en cours à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social.

34. M. VARELA (Costa Rica) dit que sa délégation était absente lors du vote sur le projet de résolution E/CN.4/L.1548/Rev.1. Si elle avait été présente, elle aurait voté en faveur du projet.

35. Le PRESIDENT dit que la Commission en a terminé avec l'examen du point 25 de l'ordre du jour.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1553, L.1555 et L.1556)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1558 et L.1564)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1554)

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE;
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 21 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/L.1557 et L.1562)

36. M. RODRIGUEZ (Cuba), présentant le projet de résolution E/CN.4/L.1554 sur le point 17 de l'ordre du jour, dit que ce texte réaffirme la conviction de la Commission qu'une plus large ratification de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid ou une plus large adhésion à cet instrument est nécessaire pour en atteindre les objectifs. Se référant au dispositif du projet de résolution, il souligne l'importance de l'étude préparée par le Groupe spécial d'experts sur laquelle les Etats parties sont priés, au paragraphe 5, de présenter leurs vues et leurs observations. Il s'agit d'un projet de résolution de procédure, qui ne devrait soulever aucune difficulté.

37. M. BRIMAH (Nigéria), introduisant le projet de résolution E/CN.4/L.1555 sur le point 6 de l'ordre du jour, annonce que l'Inde, le Pakistan, la Somalie et Chypre ont été ajoutés à la liste des auteurs.

38. L'une des questions brûlantes dont est saisie la Commission est la non-reconnaissance du droit du peuple namibien à l'autodétermination. Soulignant le rôle que la Commission se doit de jouer pour sauver ce peuple de la fêrue du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, M. Brimah fait observer que la question de la Namibie est analogue à celle qui se posait pour le Zimbabwe avant son accession à l'indépendance. L'année dernière, sa délégation avait pris l'initiative d'un projet de résolution sur le Zimbabwe qui a été adopté par la Commission; l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, elle aussi, adopté une série de résolutions sur le Zimbabwe. Cette démonstration de soutien et de solidarité universels a préparé la voie à l'accession de ce territoire à l'indépendance. M. Brimah lance un appel aux membres de la Commission pour qu'ils appuient le projet de résolution E/CN.4/L.1555, qui lance un défi aux forces de l'apartheid en Namibie et défend la cause de la liberté, de l'égalité et de la justice.

39. Le représentant du Nigéria rappelle que le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, institué par les résolutions 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil de sécurité, repose sur l'organisation d'élections libres et équitables. Dans sa résolution 435 (1978), le Conseil de sécurité a approuvé les propositions présentées par cinq pays occidentaux pour la période de transition en Namibie jusqu'à l'indépendance, décision majeure qui devait amener une paix durable dans ce territoire déchiré par la guerre. Les résolutions du Conseil ont marqué un moment décisif dans la longue lutte de la Namibie. Si le plan arrêté au cours de la réunion préparatoire qui a eu lieu à Genève avait réussi, la situation aurait été complètement différente et la paix attendue depuis si longtemps serait devenue une réalité. Malheureusement, cette réunion s'est soldée par un échec en raison de l'intransigeance de l'Afrique du Sud et ce régime raciste a intensifié la guerre qu'il mène en Namibie contre la SWAPO. Le Conseil des ministres de l'OUA doit examiner la question de la Namibie à sa trente-sixième session, qui doit se tenir prochainement, et M. Brimah espère que ses délibérations seront fructueuses.

40. Le projet de résolution rend compte de la séquence des événements qui ont conduit à la conférence avortée de Genève. Les auteurs souhaitent ajouter au préambule un troisième alinéa ainsi conçu : "Prenant note avec satisfaction du rapport du Groupe spécial d'experts sur la violation des droits de l'homme en Afrique australe,". Le dispositif prévoit des mesures complémentaires tenant compte des impératifs actuels et notamment de l'obstination du régime raciste dans son attitude de défi. A la suite de consultations, il a été décidé de supprimer le paragraphe 9, d'où la nécessité de renuméroter les paragraphes suivants en conséquence. M. Brimah souhaite que ce projet de résolution reçoive l'assentiment général.

41. M. FOLI (Ghana), présentant le projet de résolution E/CN.4/L.1557 sur le point 21 b) de l'ordre du jour, dit que le préambule rappelle plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission et tient compte du fait que la violation des droits de l'homme, la non-reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'injustice sociale et le mépris culturel sont parmi les causes fondamentales de la discrimination.

42. Les auteurs sont convenus d'incorporer au projet de résolution un amendement présenté par la République arabe syrienne sous la cote E/CN.4/L.1562 et de l'insérer entre les paragraphes 3 et 4. Ils ont pris en considération les activités déjà entreprises ou envisagées dans le contexte de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et, partant, estiment que les dispositions du projet soulignent la nécessité de mener une action concrète et continue en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie. Les auteurs espèrent que ce projet, dont les dispositions sans ambages reflètent le consensus qui s'est manifesté au cours des débats sur la question, sera adopté à l'unanimité.

43. Mlle SINEGIORGIS (Ethiopie), introduisant le projet de résolution E/CN.4/L.1558 sur le point 7 de l'ordre du jour, dit que depuis l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, il ne reste plus qu'un régime raciste en Afrique australe et que les mots "aux régimes" dans le titre du point devraient être corrigés en conséquence. Au cours des débats, nombre de délégations ont fait état des violations flagrantes des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie et il est bien évident que l'attitude de défi manifestée par l'Afrique du Sud envers la communauté internationale n'est possible que parce qu'elle bénéficie d'un appui sans réserve de la part de ceux qui se proclament les défenseurs de la paix et des droits de l'homme.

44. Dans un pays dont la caractéristique est d'avoir une économie axée sur les intérêts des minorités blanches et des investisseurs étrangers, les puissances occidentales continuent de se faire les complices d'actes inhumains, car la situation leur assure des bénéfices élevés à peu de frais.

45. La situation en Namibie est plus grave que jamais. Outre les avantages immédiats qu'il retire du territoire, le régime raciste d'Afrique du Sud s'y maintient illégalement dans le dessein de faire de la Namibie une zone tampon entre l'Afrique libre au Nord et l'Afrique opprimée à l'extrême Sud. Le régime sud-africain, se sentant acculé, s'efforce de gagner du temps en recourant à diverses solutions chimériques.

46. Comme l'ont fait remarquer plusieurs orateurs, la situation explosive en Afrique du Sud exige une action déterminée et concertée de la part de la communauté internationale. Le projet de résolution E/CN.4/L.1558, qui a été rédigé en tenant compte de cette considération, est clair et ne prête pas à controverse. Mlle Sinigiorgis attire l'attention des participants sur deux changements mineurs apportés au texte : premièrement, au sixième alinéa du préambule, il faut remplacer "des résolutions 2 et 8 (XXXIII)" par "de la résolution 2 (XXXIII) et des parties pertinentes de la résolution 8 (XXXIII)"; deuxièmement, au paragraphe 7 du dispositif, le mot "Prie" doit être remplacé par les mots "Accueille avec satisfaction la décision de".

47. Les auteurs espèrent, étant donné la gravité de la situation, que ce projet de résolution recevra l'assentiment général de la Commission.

48. Le PRESIDENT annonce que l'Ouganda s'est joint aux auteurs des projets de résolution E/CN.4/L.1553, L.1557 et L.1558 et que le Sénégal est devenu coauteur du projet de résolution E/CN.4/L.1558.

49. M. SANZE (Burundi) dit que, les points 6, 7, 9, 17 et 21 de l'ordre du jour de la Commission étant étroitement apparentés, sa délégation juge hautement souhaitable de les examiner simultanément.

50. En janvier 1981, le monde a été témoin d'une charade jouée par le régime de Pretoria lors de la Conférence des Nations Unies sur la Namibie. Alors qu'elle s'attendait à une solution positive du problème de l'accession du peuple namibien à la souveraineté, la communauté internationale n'a pas tardé à déchanter face aux manoeuvres obstructionnistes des émissaires de l'apartheid qui, loin d'être animés d'une véritable volonté de progrès, avaient tendu un piège à la SWAPO, misant, dans leur naïveté, sur son inflexibilité. Mais leurs tactiques ont fait long feu et n'ont servi qu'à souligner la stature politique des chefs de la SWAPO. Alliant la souplesse aux concessions, sans pour autant transiger sur l'essentiel, les nationalistes namubiens en sont sortis grandis.

51. Le parti du Turnhalle et ses alliés, fantoches de Pretoria que l'on demandait aux Nations Unies de traiter avec impartialité, rejetaient toutes les solutions dans l'espoir de voir la SWAPO réduite à l'anonymat politique et balayée de l'arène internationale. Les pantalonades dont Genève a été le théâtre dissimulaient des desseins bien arrêtés. On est surpris que l'Afrique du Sud, avec sa redoutable puissance militaire, ose prendre ombrage des maigres ressources et du soutien moral accordés à la SWAPO. A la veille de la Conférence de Genève, il paraissait impensable que l'Afrique du Sud y ait dépêché sa délégation pour y saper systématiquement les négociations. Pour sa part, le Burundi s'était abstenu de partager cet optimisme. D'aucuns disaient que le Gouvernement sud-africain voulait s'accorder un moratoire en vue des élections prévues pour avril 1981; mais si ce gouvernement avait été vraiment résolu à se dégager du borbier namibien, il aurait pris une décision

historique qui aurait, à terme, été plus bénéfique que préjudiciable au parti nationaliste au pouvoir.

52. La stratégie des maîtres actuels de la Namibie trahit leurs véritables intentions. Leur participation aux négociations sur la Namibie a été marquée par des claquements de porte et des interruptions calculées en vue d'empêcher les conversations d'aboutir. La "Turnhalle Alliance" a été renforcée et une coalition a été créée dont on escomptait qu'elle tiendrait plus tard, à titre symbolique, les rênes du pouvoir. Non content de ces manoeuvres dilatoires, le Gouvernement sud-africain a installé une base militaire ultra-moderne à Grootfontein, au nord de la Namibie. D'autre part, alors que des négociations sur l'indépendance de la Namibie étaient en cours ou projetées, l'Afrique du Sud venait d'achever la construction d'un gigantesque quartier général militaire à Windhoek, qui lui a coûté plus de 2 millions de rands. Il serait naïf de penser que l'on allait, purement et simplement, remettre à la SWAPO, sur un plateau d'argent, ces fortifications nouvellement érigées. Si les autorités sud-africaines avaient vraiment eu l'intention de conduire la Namibie à l'indépendance dans un proche avenir, on voit mal la raison de pareilles installations. On en déduit donc, conclusion difficilement contestable, que, faute de pouvoir maintenir le statu quo, Pretoria s'emploie à vassaliser la Namibie. Pour atteindre ce but, il lui faudrait confier la direction du pays à un parti qui lui soit inféodé - en d'autres termes, à un parti autre que la SWAPO. Après les tristes événements du mois dernier, il incombe à la Commission de réexaminer la situation.

53. En termes stratégiques, il existe un lien de cause à effet entre la violation des droits de l'homme en Afrique du Sud et la perpétuation du régime d'occupation en Namibie. L'accession à l'indépendance d'Etats voisins comme le Mozambique, l'Angola et le Zimbabwe a modifié les données du problème en Afrique australe et créé une menace pour l'apartheid. C'est pour cette raison que l'Afrique du Sud ressent plus fortement que jamais le besoin de s'accrocher à la Namibie pour en faire une deuxième ligne de défense et d'y installer à cette fin un régime fantoche.

54. Dans l'intervention qu'il a faite devant la Commission à sa trente-sixième session, M. Sanze avait exprimé le désappointement de l'Afrique devant l'impuissance des cinq grandes puissances occidentales - les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et le Canada - face à un pays qui, sans eux, serait impuissant et qu'ils avaient fini par convaincre de participer, bien qu'à contrecœur, aux conversations de Genève. Le poids politique de ces cinq pays est tel que l'Afrique du Sud ne saurait demeurer indifférente à leur volonté.

55. Tous les documents relatifs à la question témoignent des conditions abjectes infligées aux Sud-Africains non blancs. Il ne fait pas de doute que l'Afrikaaner considérerait le partage du pouvoir avec les Noirs comme la fin de son bien-être matériel. Si le recouvrement, par l'Africain, de ses droits de l'homme inaliénables devait entraîner l'exode des Blancs, nul pays étranger, même par ces puissances occidentales qui protègent Pretoria, ne s'empresserait d'accueillir les 4 millions de personnes concernées. Et pourtant, les craintes qui hantent la population blanche sont sans fondement. Bien que longtemps traités de manière infamante, les Africains noirs n'ont jamais crié vengeance. Le 13 mars 1970, la délégation du Burundi a fait une déclaration devant le Conseil de sécurité, consignée dans le document S/PV.1533, concernant la magnanimité des Africains. Si elle a, à l'époque, été accueillie avec un certain scepticisme, les événements du Zimbabwe en ont, depuis lors, démontré la vérité. D'autre part, Albert John Luthuli, le leader noir qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1960, a dit que le rétablissement de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de l'égalité des hommes ferait régner la paix et la fraternité en Afrique, et que ces revendications ne concernent pas seulement les populations d'origine africaine, mais tous les Sud-Africains, noirs et blancs.

56. L'aveuglement des apôtres de l'apartheid est pitoyable. Alors que le peuple noir leur offre de partager leur patrimoine et qu'il leur donne des garanties de sécurité en échange du partage des droits de l'homme, les blancs, qui bénéficieraient de ces concessions, continuent à persécuter leurs bienfaiteurs et à les traiter en parias. Alors qu'ils seraient certainement considérés comme indésirables dans leurs pays d'origine, les Blancs d'Afrique du Sud s'obstinent à déchaîner leur fureur contre le peuple même qui leur offre l'égalité de droits du citoyen.

57. Le 21 mars 1980, à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la délégation du Burundi avait attiré l'attention sur les réactions hystériques de l'Afrique du Sud devant ce qu'elle considérait comme un encerclement par des Etats africains noirs, et elle avait prédit que l'Afrique du Sud allait entreprendre une série d'actes d'agression contre eux. Depuis lors, de tels actes à l'encontre de l'Angola, de la Zambie et du Mozambique sont devenus monnaie courante. Il ne peut donc y avoir de doute que Prétoria n'hésiterait pas, dans un paroxysme de désespoir, à déclencher une attaque nucléaire contre ces pays qu'il tient pour responsables de ses difficultés intérieures.

58. Le Burundi a déclaré aussi qu'il fallait prendre le taureau par les cornes. Les Nations Unies ne devraient pas se borner à se dire préoccupées par la situation de l'Afrique australe : elles devraient lancer un plan visant à refaçonner le paysage humain, social, politique et économique de la Namibie et de l'Afrique du Sud - plan qui serait exécuté en plusieurs phases et qui ferait intervenir un certain nombre d'organismes africains et non africains. Tout d'abord, tous les gouvernements renonceraient à toute assistance militaire au régime raciste et interdiraient toute vente d'armes. Ensuite, tout retard mis par l'Afrique du Sud à extirper un racisme qu'elle a institutionnalisé lui vaudrait la suppression de toute coopération politique, économique, technique et scientifique. Par contre, si le Gouvernement de Prétoria décidait de s'amender et de respecter scrupuleusement les droits fondamentaux et imprescriptibles des autres races, les Blancs se verraient garantir, non seulement la vie sauve, mais aussi un traitement identique à celui de tous les autres citoyens du pays. Le soin de modeler le visage de cette nouvelle société incomberait, en premier lieu, aux Noirs et aux Blancs destinés à cohabiter et à ne former qu'une seule entité nationale. Mais, comme la période de transition n'irait pas sans suspicions mutuelles, des instances internationales seraient étroitement associées au dialogue interracial engagé entre les Sud-Africains de toutes les couleurs. Dans cette optique, les grandes puissances occidentales se porteraient garantes de la sécurité des Sud-Africains blancs. A l'OUA serait impartie le rôle central et impartial de médiatrice. L'ONU serait investie du pouvoir d'assurer, sans heurts, la réalisation progressive de l'objectif de coexistence et de complémentarité interraciales.

59. Si les Sud-Africains blancs voulaient se débarrasser des réflexes passionnels qui déforment leur vision des autres races et parvenaient à sortir de leur ghetto mental, ils seraient surpris de découvrir que le mariage des talents de toutes les races ferait de ce pays riche, délivré du cauchemar du racisme, une puissance considérable et une nation enviable économiquement et à tous autres égards.

60. M. BOJJI (Maroc), présentant le projet de résolution E/CN.4/L.1553, attire l'attention sur un certain nombre de modifications, acceptées par les auteurs, à apporter au texte dont est saisie la Commission. Au deuxième alinéa du préambule, il s'agirait de faire précéder le membre de phrase "en Afrique du Sud et en Namibie" du mot "pratiquées". Au quatrième alinéa, il faudrait remplacer, dans le texte français, le mot "illégitimement" par "illégalement". Au quatrième paragraphe

du dispositif, on ajouterait, à la fin du texte, les mots "et dans d'autres instruments internationaux". Enfin, au paragraphe 6, on ferait suivre le mot "inventé" par les mots "et imposé".

61. La délégation algérienne exprime le désir de devenir coauteur du projet de résolution.

62. M. GAGLIARDI (Brésil) propose aux auteurs de remplacer, au paragraphe 10 du dispositif, les mots "Recommande à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier" par "Lance un nouvel appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils ratifient". D'autre part, au paragraphe 26, il pense qu'il vaudrait mieux que la demande de transmettre cette résolution à l'Assemblée générale soit adressée, non au Secrétaire général, mais au Conseil économique et social.

63. M. AHMAD (Pakistan) dit que sa délégation souhaite devenir coauteur du projet de résolution E/CN.4/L.1553.

64. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur les divers projets de résolution dont elle est saisie.

Projet de résolution E/CN.4/L.1555

65. Sur la demande du représentant des Etats-Unis, il est procédé au vote par appel nominal.

66. L'appel commence par le Bénin dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Algérie, Argentine, Australie, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, Ethiopie, Fidji, Ghana, Grèce, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Allemagne (République fédérale d'), Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

67. Par 35 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1555 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/L.1554

68. Par 30 voix contre zéro, avec 11 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1554 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/L.1557

69. Par 32 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1557 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/L.1558

70. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) annonce que la délégation syrienne s'est jointe aux auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1558 tel qu'il a été modifié oralement.

71. Le PRESIDENT appelle l'attention sur le document E/CN.4/L.1564 où sont indiquées les incidences administratives et financières de ce projet de résolution.

72. Par 30 voix contre 4, avec 6 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1558 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/L.1553

73. M. BOJJI (Maroc) fait savoir que les auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1553 acceptent les modifications proposées antérieurement par le représentant du Brésil.

74. Le PRESIDENT appelle l'attention sur le document E/CN.4/L.1556 où sont indiquées les incidences administratives et financières du projet de résolution E/CN.4/L.1553.

75. Par 33 voix contre 3, avec 5 abstentions, le projet de résolution E/CN.4/L.1553, tel qu'il a été modifié, est adopté.

76. Le PRESIDENT dit qu'il tient à faire une déclaration au sujet du paragraphe 329 du rapport de la Commission sur sa trente-sixième session (E/1980/13). Il rappelle aux membres de la Commission qu'à sa trente-cinquième session, celle-ci a adopté sans vote la résolution 7 (XXXV) relative au traitement des immigrants non blancs et que, le 26 février 1980, le Président de la Commission à sa trente-sixième session a fait une déclaration sur la poursuite des consultations ayant lieu à ce sujet entre le Gouvernement indien et le Gouvernement du Royaume-Uni. Il tient à faire savoir aux membres de la Commission que ces consultations, qui visent à favoriser une plus grande compréhension réciproque des problèmes posés et à faciliter la recherche d'une solution satisfaisante de la situation, continuent encore, et que les deux gouvernements espèrent pouvoir annoncer à la Commission à sa trente-huitième session qu'elles ont été couronnées de succès.

77. Le Président invite ensuite les délégations qui le souhaitent à expliquer leur vote sur les projets de résolutions qui viennent d'être adoptés.

78. M. DEAULNE (Canada) dit que son pays attache une grande importance au respect universel des droits de l'homme et à l'élimination de la politique d'apartheid qu'un pays, qui ne comprend pas la fragilité d'une force et d'une prospérité fondées sur l'injustice, continue d'appliquer au mépris de la communauté internationale. Le Canada a pris des mesures particulières pour faire savoir aux autorités sud-africaines qu'il répudie cette politique. Il a imposé un embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud avant même que le Conseil de sécurité le fasse, et trois ans auparavant il avait retiré ses conseillers commerciaux d'Afrique du Sud et réduit son assistance aux entreprises désireuses de commercer avec ce pays. Il est donc manifeste que le Canada n'encourage ni ne soutient l'apartheid en aucune façon, mais en sa qualité de membre de l'Organisation des Nations Unies et de signataire de la Charte, il ne reconnaît pas la violence comme moyen d'améliorer la situation en Afrique du Sud. La délégation canadienne ne peut donc approuver des propositions qui recommandent le recours à la violence dans

ce pays ou qui envisagent l'adoption de sanctions que seul le Conseil de sécurité peut imposer. Pour l'essentiel, c'est la référence à des sanctions économiques qui a conduit le Canada à s'abstenir lors du vote sur les projets de résolution E/CN.4/L.1553 et L.1555. En ce qui concerne cette dernière résolution, le Gouvernement canadien, non seulement ne croit pas que des sanctions soient un moyen efficace de convaincre l'Afrique du Sud d'accorder l'indépendance à la Namibie, mais encore s'inquiète des graves répercussions que ces mesures pourraient avoir sur l'économie des pays africains voisins. S'il reconnaît que l'échec des récentes négociations sur la Namibie est dû au fait que l'Afrique du Sud a refusé d'accepter la fixation d'une date pour l'application du plan de l'ONU, il n'en espère pas moins, comme les autres Etats associés aux négociations, que les discussions reprendront pour aboutir à une solution pacifique le plus tôt possible.

79. La délégation canadienne s'est aussi abstenue lors du vote sur le projet de résolution E/CN.4/L.1554, parce qu'elle a des réserves sur les moyens proposés dans cette résolution, sans avoir rien à redire aux objectifs. Pour des raisons d'ordre juridique, le Gouvernement canadien n'a pas pu adhérer à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Cette Convention ne définit pas avec précision les violations qu'elle vise et ne s'applique qu'aux Etats qui l'ont ratifiée.

80. La délégation canadienne a estimé également devoir s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution E/CN.4/L.1558, parce qu'elle rejette l'idée que le commerce entre particuliers revient à prêter assistance aux gouvernements. Le mandat de M. Khalifa, le Rapporteur spécial, tel qu'il est défini au septième alinéa du préambule, est beaucoup trop vague et trop large, et l'ambiguïté du mot "assistance" peut facilement conduire aux calomnies et aux malentendus. La délégation canadienne ne peut pas non plus accepter la paragraphe 2 de cette résolution qui entérine une conférence visant à imposer des sanctions.

81. Le Vicomte COLVILLE OF CULROSS (Royaume-Uni) dit que, même si elle condamne vivement l'apartheid, sa délégation n'a malheureusement pas pu voter en faveur des projets de résolutions qui viennent d'être adoptés parce qu'au lieu de créer un consensus, leur libellé n'a fait qu'accentuer les divergences entre les pays membres. Le Royaume-Uni pense que ses relations politiques et économiques avec l'Afrique du Sud peuvent être utilisées à bon escient pour produire le changement désiré. Il estime que les sanctions ou l'encouragement à la violence n'auront que des effets contraires et saperont purement et simplement toute chance de mettre en oeuvre le plan de l'Organisation des Nations Unies pour la Namibie. C'est pourquoi le Royaume-Uni désapprouve certains éléments contenus dans les projets de résolutions E/CN.4/L.1553 et L.1558.

82. De même, le Royaume-Uni ne peut apporter son soutien aux paragraphes 7, 10 et 12 du projet de résolution E/CN.4/L.1555 parce que, même s'il approuve l'intention de ces dispositions et est fermement convaincu que les membres de la SWAPO doivent être traités humainement, il ne désire pas rendre plus difficile la reprise des négociations sur la Namibie.

83. La délégation du Royaume-Uni s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution E/CN.4/L.1554 parce que, comme elle l'a déjà expliqué, elle considère la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid comme dépourvue de bases juridiques, et donc comme un instrument peu utile dans la lutte contre l'apartheid.

84. Elle s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution E/CN.4/L.1557 parce que, bien qu'approuvant les aspects constructifs du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, elle rejette l'implication selon laquelle le sionisme est assimilable au racisme. Elle considère l'amendement à ce projet de résolution contenu dans le document E/CN.4/L.1562 comme un élément étranger qui ne fait qu'ajouter à la complexité de la question.

85. M. BURGERS (Pays-Bas) dit que le fait que le Gouvernement sud-africain persiste à n'apporter que des changements marginaux à l'odieux système d'apartheid oblige la communauté internationale à prendre de nouvelles mesures de pression, y compris des mesures économiques. Un embargo pétrolier ne peut avoir un sens que s'il est effectif, c'est-à-dire s'il fait l'objet d'une participation suffisante ou d'une décision du Conseil de sécurité. Même la participation d'un nombre relativement faible de pays peut se révéler efficace, pour autant qu'elle soit accompagnée d'une pression politique suffisante; c'est pourquoi le Gouvernement du Royaume-Uni procède actuellement à un sondage auprès d'un certain nombre de pays qui partagent son point de vue et qui seraient prêts à prendre des mesures communes.

86. De même, les Pays-Bas estiment qu'il est nécessaire de s'assurer que les sanctions prises contre l'Afrique du Sud n'ont pas d'incidences négatives sur les pays voisins qui sont largement tributaires de l'Afrique du Sud; c'est pourquoi ils se sont engagés à fournir une aide économique et technique considérable à ces pays de façon à les rendre moins dépendants de l'Afrique du Sud. Ils apportent également une aide sur le plan humanitaire et éducatif aux fonds et organisations anti-apartheid et déplorent le sabotage par l'Afrique du Sud des récents pourparlers sur la Namibie, de même que ses attaques militaires contre des Etats voisins.

87. Toutefois, les Pays-Bas émettent des réserves en ce qui concerne les résolutions qui viennent d'être adoptées. Ils ne considèrent pas la situation en Afrique du Sud comme une situation coloniale, de même qu'ils ne considèrent pas que les mouvements anti-apartheid en Afrique du Sud soient des mouvements de libération. Pour détestable que soit la politique menée par le Gouvernement de Pretoria, ce gouvernement est le gouvernement légal de l'Afrique du Sud, et la qualité de membre de l'Organisation des Nations Unies devrait être fondée sur le principe de l'universalité. Le Gouvernement des Pays-Bas ne pense pas non plus que toute forme d'activité économique en Afrique du Sud constitue nécessairement une assistance au système de l'apartheid, comme le rapport du Rapporteur spécial, M. Khalifa, le laisse entendre. Il pense même que les sociétés néerlandaises qui ont des filiales en Afrique du Sud peuvent contribuer au changement social si elles se conforment au code de conduite adopté par la Communauté économique européenne. Il s'oppose également à un isolement total de l'Afrique du Sud et n'approuve donc pas l'instauration d'un embargo total. En outre, les Pays-Bas n'ont pas l'intention d'adhérer à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, parce que cet instrument n'est pas compatible avec leur système juridique et qu'ils ont de sérieuses objections à faire contre un certain nombre de dispositions qu'il contient. En outre, le Gouvernement néerlandais est opposé à toute forme de lutte armée comme moyen de combattre l'apartheid; toute sa politique, y compris les sanctions économiques sélectives, est orientée vers un changement pacifique.

88. Pour ce qui est de la Namibie, les Pays-Bas souhaitent éviter toute action qui pourrait aggraver la situation engendrée par l'échec des récentes négociations ou qui pourrait faire obstacle à une solution conforme à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

89. C'est pourquoi la délégation néerlandaise s'est abstenue lors des votes sur les projets de résolutions E/CN.4/L.1554 et L.1558 et a émis des réserves au sujet de certains éléments contenus dans les projets de résolutions E/CN.4/L.1553 et L.1555.

90. Elle aurait pu voter en faveur du projet de résolution E/CN.4/L.1557 dans sa version initiale, bien que son gouvernement n'approuve pas la décision d'organiser une deuxième conférence mondiale sur le racisme sous la forme qui a été arrêtée par l'Assemblée générale, mais elle rejette toute action visant à placer la question du Moyen-Orient dans le contexte du racisme et de la discrimination raciale, d'où son abstention lors du vote sur la version modifiée.

91. M. LAMB (Australie) dit que les votes de sa délégation sur les projets de résolutions qui viennent d'être adoptés sont conformes à ses convictions. L'Australie pense, en effet, que si l'apartheid n'a pas sa place dans un monde civilisé, le plus grand degré d'unanimité est requis si l'on veut apporter en Afrique du Sud les changements concrets que la communauté internationale tout entière s'est fixée comme objectifs. Malheureusement le projet de résolution E/CN.4/L.1553 ne traduit pas la volonté de la communauté internationale. Il contient, en effet, des éléments qui ne sont pas de nature à conduire aux changements pacifiques qui devraient constituer l'objectif commun, et il fait double emploi avec les activités politiques menées par d'autres organismes des Nations Unies.

92. La délégation australienne a voté en faveur du projet de résolution E/CN.4/L.1555 malgré quelques réticences à propos de son style tranchant et souhaite que les parties au différend se retrouvent le plus tôt possible afin de mettre en application le plan des Nations Unies pour la Namibie.

93. La délégation australienne s'est abstenue lors du vote relatif au projet de résolution E/CN.4/L.1554 en raison de problèmes juridiques et constitutionnels concernant la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. L'Australie regrette sincèrement que cet instrument ait été adopté et ouvert à la signature selon des procédures incompatibles avec l'objectif qui consiste à assurer une adhésion universelle, particulièrement importante en ce qui concerne la criminalité internationale, y compris l'odieux crime d'apartheid.

94. A propos du projet de résolution E/CN.4/L.1557, la délégation australienne pense que l'amendement contenu dans le document E/CN.4/L.1562 ne fait qu'introduire des questions étrangères au débat dans un projet de résolution qu'elle aurait été autrement à même d'approuver.

95. La délégation australienne s'est abstenue lors du vote relatif au projet de résolution E/CN.4/L.1558 parce qu'elle estime que, dans son rapport, le Rapporteur spécial, M. Khalifa, s'est engagé dans des domaines qui étaient sans rapport avec le sujet et a fait preuve d'un regrettable parti pris dans ses jugements, fautes qu'elle souhaite voir corrigées dans le prochain rapport.

La séance est levée à 13 h 10.